



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

4 mars 2016

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 4 avril 2016.

SOMMAIRE

◆ *Synthèse régionale*

- *Page 4*

◆ *Marché du travail*

- *Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
- *Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
- *Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
- *Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
- *Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel*
- *Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
- *Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
- *Page 12 : taux de chômage (Insee)*

◆ *Emploi*

- *Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
- *Page 14 : déclarations préalables à l'embauche*
- *Page 15 : évolution récente de l'intérim*
- *Page 16 : évolution récente de l'emploi salarié*

◆ *Accompagnement des mutations économiques*

- *Page 18 : activité partielle*
- *Page 19 : procédures de licenciement collectif*

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En janvier 2016, le nombre de sorties de catégorie ABC pour cessation d'inscription pour défaut d'actualisation a enregistré un rebond inhabituellement fort, après la baisse observée en décembre, ce qui affecte à la baisse le nombre de demandeurs d'emploi en cat. ABC en janvier. Sur trois mois l'évolution est relativisée. L'Île-de-France semble moins affectée par ce phénomène. Pour l'interprétation des chiffres de cette publication, il convient donc de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois et de rester prudent dans les interprétations des variations.

Sur les trois derniers mois, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) reste stable en Île-de-France (données CVS-CJO) et recule de -0,8 % France métropolitaine. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de +2,7 % dans la région et de +1,8 % au niveau national. Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (catégories A, B et C), le nombre d'inscrits augmente sur les trois derniers mois de +0,7 % dans la région et de +0,4 % en France métropolitaine. En un an, la hausse en catégorie ABC s'élève à +4,4 % en Île-de-France et +4,2 % au niveau national.

Au troisième trimestre 2015, le taux de chômage francilien représente 9,1 % de la population active, en hausse de +0,2 point par rapport au deuxième trimestre 2015. Il reste inférieur de 1,1 point au taux de chômage en France métropolitaine, à 10,2 % (également +0,2 point).

EMPLOI

Au troisième trimestre 2015, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) progresse par rapport à la même période de l'année précédente, que l'on considère tous les types de contrats ou seulement les contrats durables (i.e. CDD de plus de six mois et CDI).

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands augmente très légèrement au troisième trimestre 2015 en Île-de-France, toujours soutenu par les services marchands. Malgré une légère hausse en novembre, l'activité intérimaire est toujours légèrement orientée à la baisse en rythme trimestriel, avec la construction et les services qui semblent s'essouffler par rapport aux mois précédents.

MUTATIONS ECONOMIQUES

Le nombre d'heures d'activité partielle autorisées se replie après le pic observé en décembre. Le nombre d'emplois menacés par les PSE s'établit à un niveau relativement bas en janvier, dans la lignée de décembre. A l'image de l'année 2015, le secteur de l'imprimerie continue d'être affecté.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2016

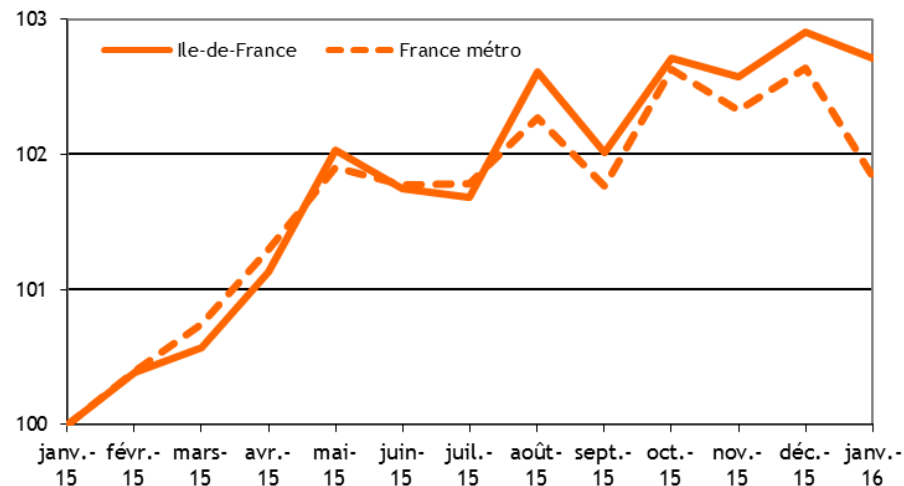
➤ En janvier 2016, le nombre de sorties de cat. ABC pour cessation d'inscription pour défaut d'actualisation a enregistré un rebond inhabituellement fort, après la baisse observée en décembre, ce qui affecte à la baisse le nombre de demandeurs d'emploi en cat. ABC en janvier. Sur trois mois l'évolution est relativisée. Pour l'interprétation des chiffres de cette publication, il convient donc de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois.

□ Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A est stable sur les trois derniers mois en Île-de-France, tandis qu'il recule de -0,8 % en France métropolitaine. En prenant en compte les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories A, B et C), on observe une hausse de +0,7 % en Île-de-France, et de +0,4 % au niveau national.

□ Sur un an, la progression du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A est de +2,7 % en région francilienne (+1,8 % en France métropolitaine), tandis qu'en incluant les demandeurs en catégories B et C elle atteint +4,4 % en Île-de-France (+4,2 % au niveau national).

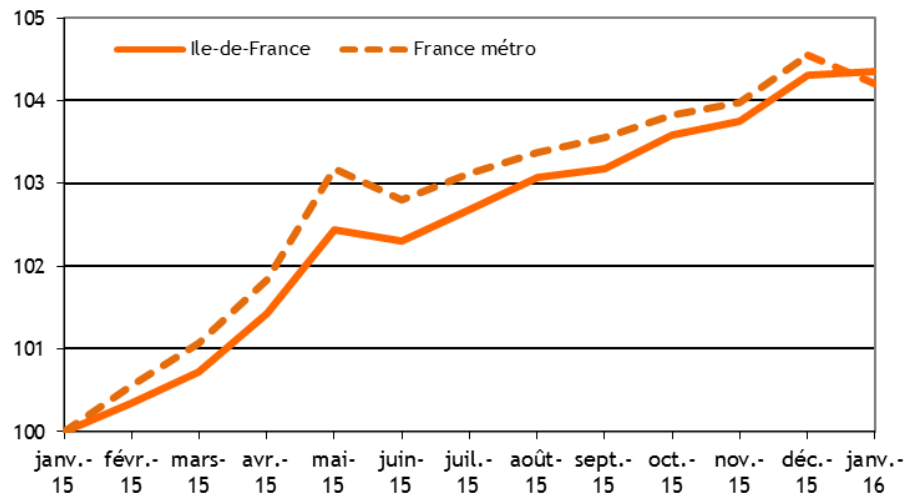
Janvier 2016	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	678 470	3 552 600	-0,2	-0,8	0,0	-0,8	2,7	1,8
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	967 410	5 459 700	0,0	-0,3	0,7	0,4	4,4	4,2

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en janvier 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en janvier 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2016

➤ Les chiffres du mois de janvier 2016 sont affectés par une hausse inhabituelle des cessations d'inscriptions pour défaut d'actualisation. Pour l'interprétation des chiffres de cette publication, il convient donc de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois.

□ Au cours des trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A progresse en Essonne (+0,7 %), en Seine-Saint-Denis (+0,6 %) et dans le Val-de-Marne (+0,4 %). A l'inverse, il recule dans les Hauts-de-Seine (-0,7 %) ou encore en Seine-et-Marne (-0,4 %).

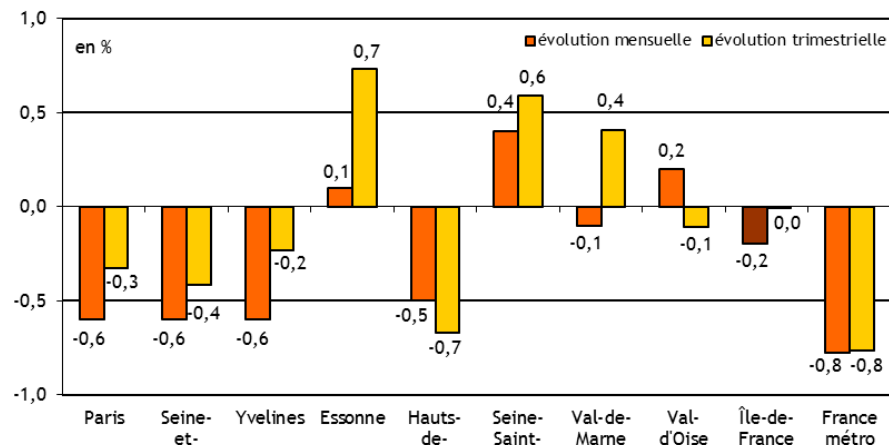
□ En catégories A, B et C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente dans tous les départements franciliens. Modérée dans les Hauts-de-Seine (+0,3 %) ou le Val-d'Oise (+0,4 %) et plus franchement en Essonne (+1,4 %), dans les Yvelines (+1,1 %) ou encore dans le Val-de-Marne (+1,0 %).

□ Sur un an, Paris connaît la plus faible hausse tandis que l'Essonne est le département le plus affecté, que l'on inclue ou non les catégories B et C.

Données CVS-CJO Janvier 2016	cat. A	évolution mensuelle	évolution trimestrielle	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trimestrielle
Paris	134 890	-0,6	-0,3	201 740	0,0	0,6
Seine-et-Marne	66 660	-0,6	-0,4	97 370	-0,1	0,6
Yvelines	64 100	-0,6	-0,2	92 140	0,1	1,1
Essonne	59 220	0,1	0,7	86 400	0,3	1,4
Hauts-de-Seine	81 580	-0,5	-0,7	114 620	-0,3	0,3
Seine-Saint-Denis	122 370	0,4	0,6	166 400	0,4	0,8
Val-de-Marne	76 730	-0,1	0,4	106 750	0,1	1,0
Val-d'Oise	72 920	0,2	-0,1	101 990	-0,1	0,4
Île-de-France	678 470	-0,2	0,0	967 410	0,0	0,7
France métropolitaine	3 552 600	-0,8	-0,8	5 459 700	-0,3	0,4

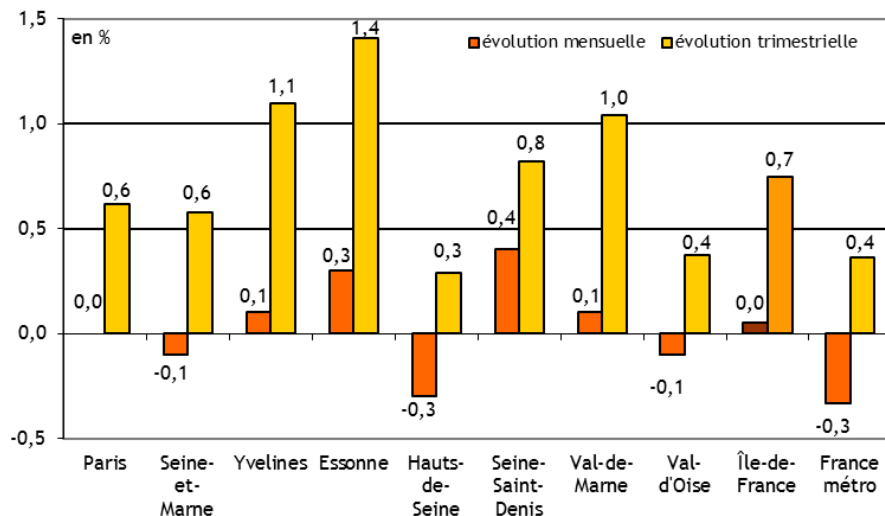
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2016

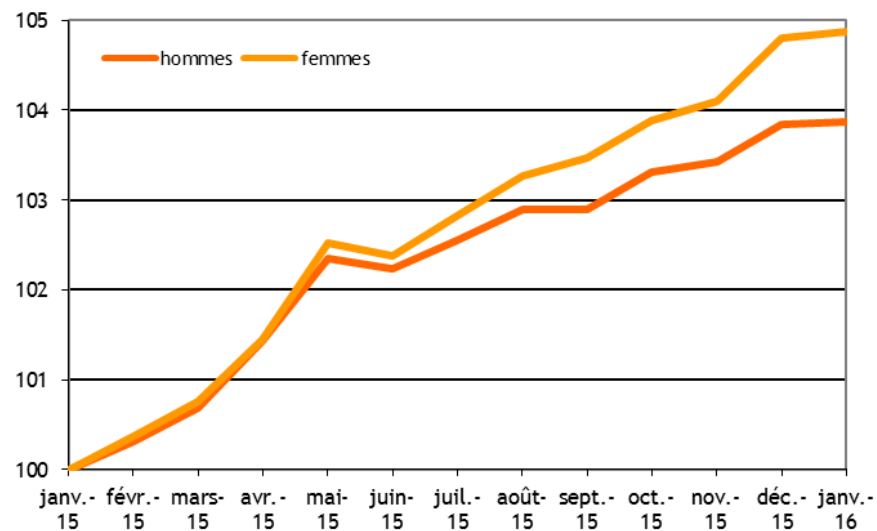
La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

➤ Les chiffres du mois de janvier 2016 sont affectés par une hausse inhabituelle des cessations d'inscriptions pour défaut d'actualisation. Pour l'interprétation des chiffres de cette publication, il convient donc de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois.

□ Sur un an, la demande d'emploi des femmes affiche toujours une hausse supérieure à celle des hommes, écart s'établissant à 1,0 point, divergeant progressivement depuis le milieu d'année 2015. Elles étaient à peu près similaires en début d'année. Depuis fin 2012, on observait même une évolution plus défavorable pour les hommes.

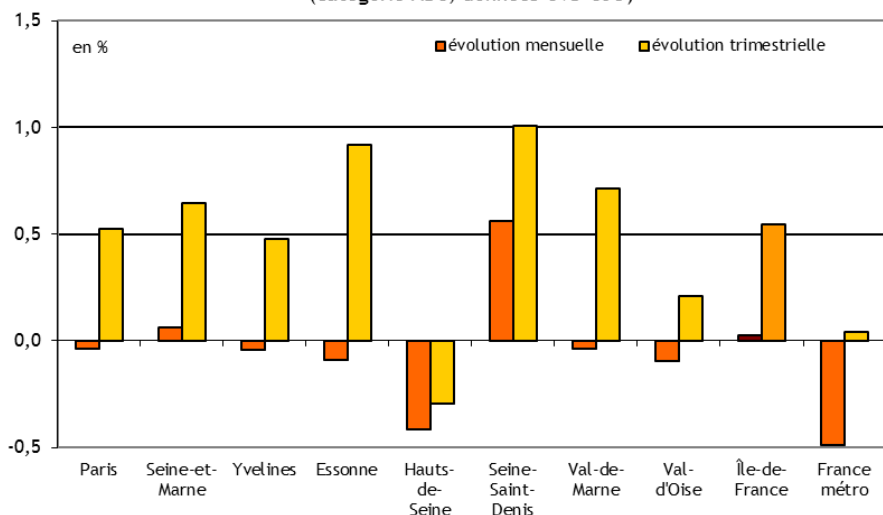
□ Les Yvelines, les Hauts-de-Seine, l'Essonne et dans une moindre mesure le Val-de-Marne connaissent les écarts entre hommes et femmes les plus importants, en défaveur de ces dernières.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 janvier 2015)



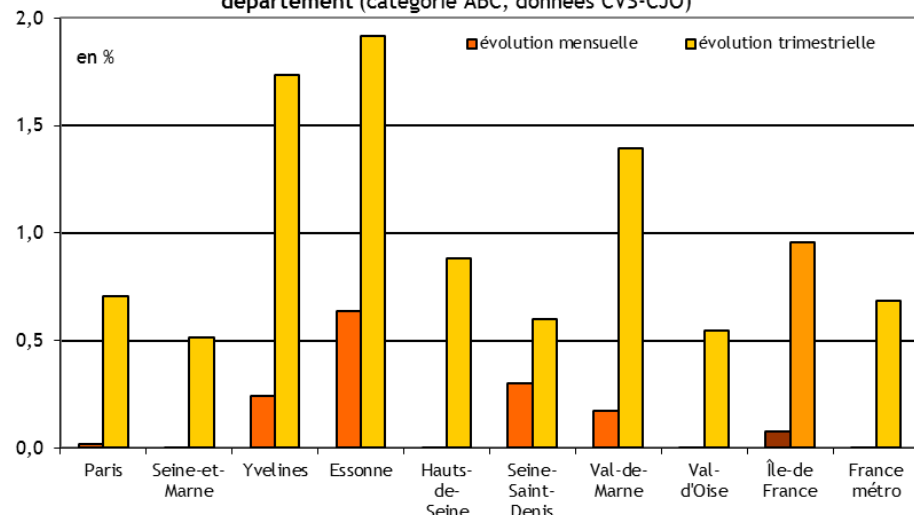
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2016

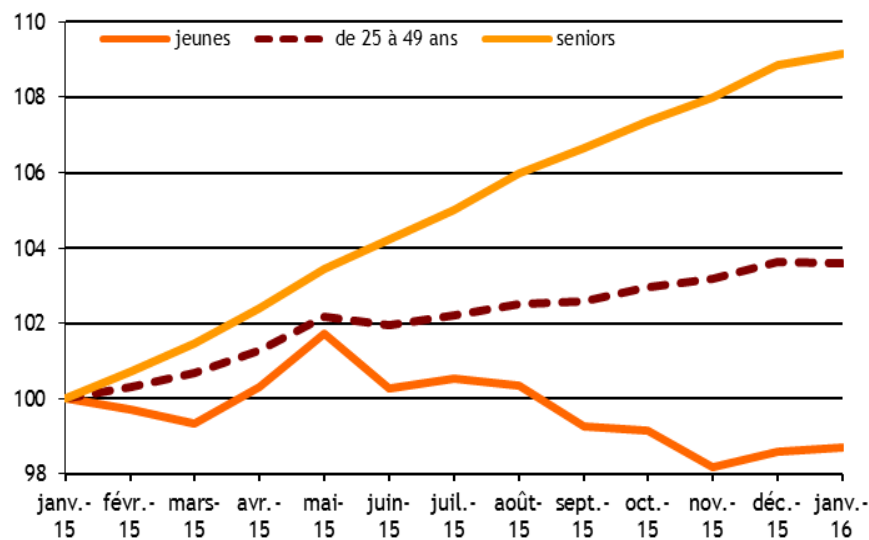
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

➤ Les chiffres du mois de janvier 2016 sont affectés par une hausse inhabituelle des cessations d'inscriptions pour défaut d'actualisation. Pour l'interprétation des chiffres de cette publication, il convient donc de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois.

Sur trois mois, la demande d'emploi des jeunes recule en Île-de-France (-0,5 %) et au niveau national (-1,0 %). Le Val-d'Oise et les Hauts-de-Seine connaissent les baisses les plus importantes. A l'inverse, le nombre de jeunes augmente en Essonne (+0,8 %) et très modérément en Seine-Saint-Denis (+0,3 %).

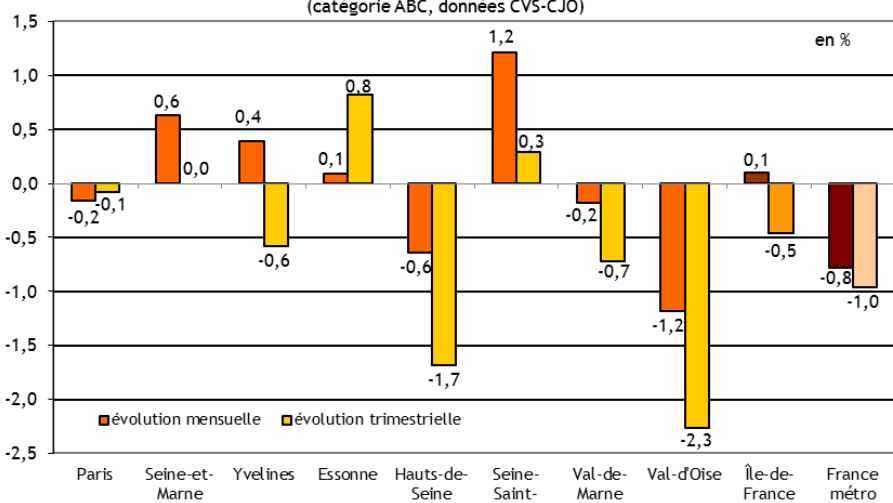
La faible hausse des seniors au mois de janvier, inhabituelle, est probablement liée au rebond des défauts d'actualisation. La hausse atteint +1,6 % sur les trois derniers mois et +9,1 % sur un an.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 janvier 2015)



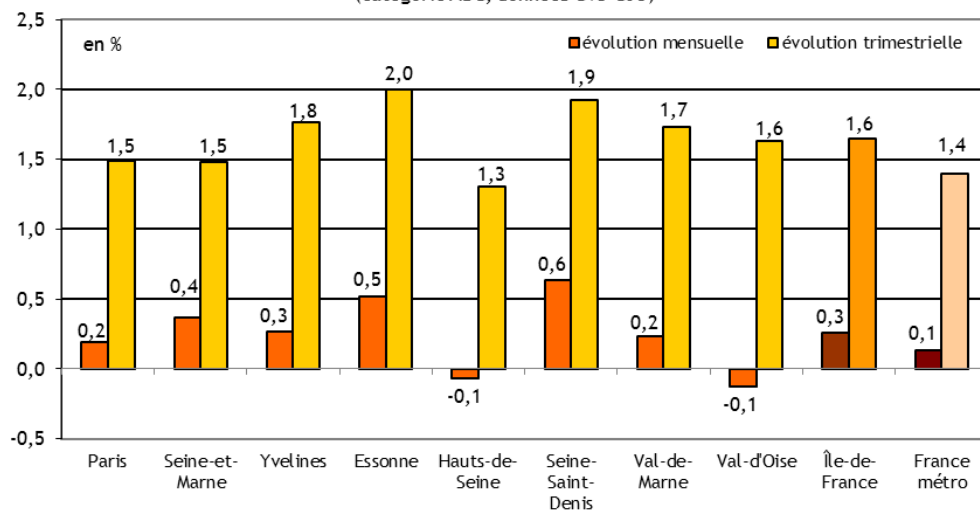
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2016

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché

➤ Les chiffres du mois de janvier 2016 sont affectés par une hausse inhabituelle des cessations d'inscriptions pour défaut d'actualisation. Pour l'interprétation des chiffres de cette publication, il convient donc de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois.

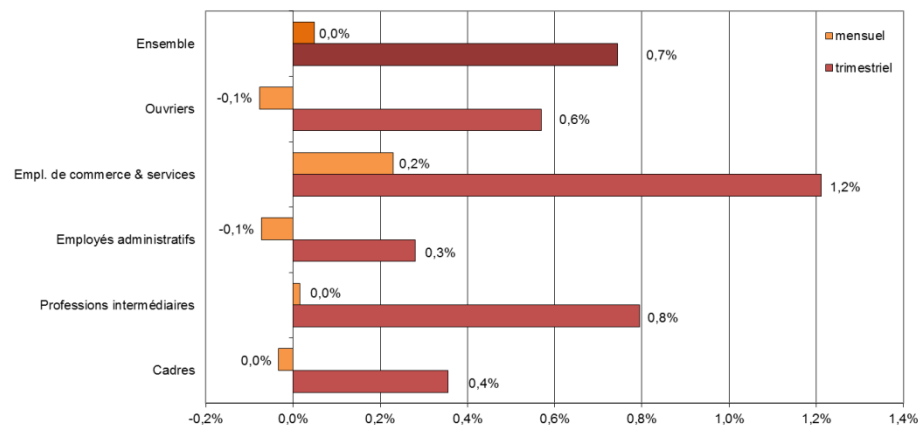
□ Sur les trois derniers mois, les employés de commerce et de services sont les plus touchés par la hausse (+1,2 %). Les employés administratifs et les cadres sont à l'inverse les moins affectés.

□ Parmi les plus fortes hausses ces trois derniers mois, on retrouve les métiers de l'hôtellerie et de la restauration, ceux de la santé, de l'action sociale, culturelle et sportive. Suivent les services aux particuliers et aux collectivités et l'informatique et les télécommunications.

□ Dans le même temps, le nombre de demandeurs d'emploi des banques et des assurances est stable. Les métiers de la gestion et de l'administration des entreprises ainsi que ceux du bâtiment et des travaux publics connaissent une hausse très modérée. La seule baisse trimestrielle intervient pour les métiers des matériaux souples, du bois et de l'industrie graphique, (à noter, cependant, leur forte baisse en janvier).

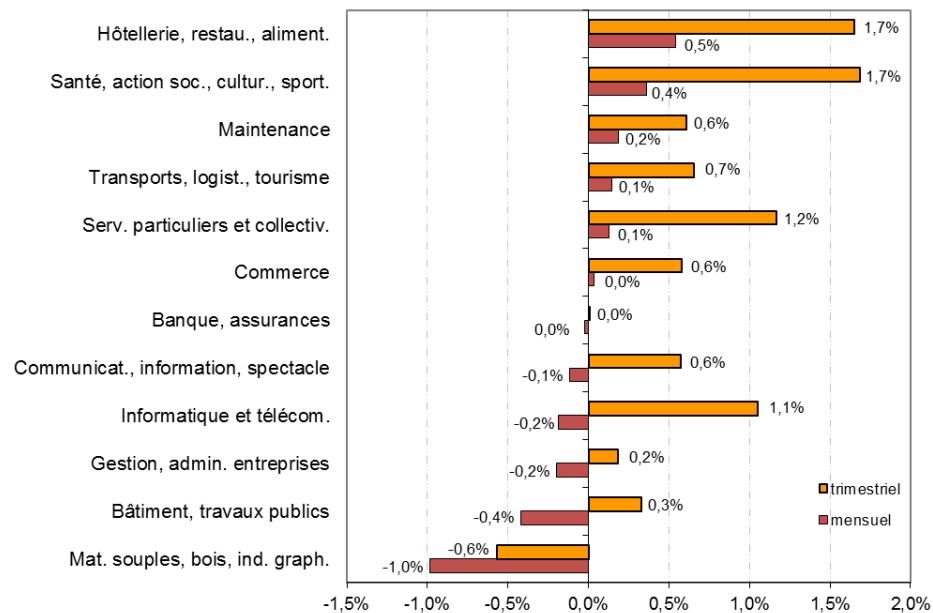
* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC - données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2016

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

➤ Les chiffres du mois de janvier 2016 sont affectés par une hausse inhabituelle des cessations d'inscriptions pour défaut d'actualisation. Pour l'interprétation des chiffres de cette publication, il convient donc de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois.

□ Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus augmente toujours à un rythme plus soutenu que le nombre de demandeurs inscrits depuis moins d'un an (évolution annuelle de +6,5 % contre +2,7 %). La part des demandeurs d'emploi de longue durée atteint 43,8 %.

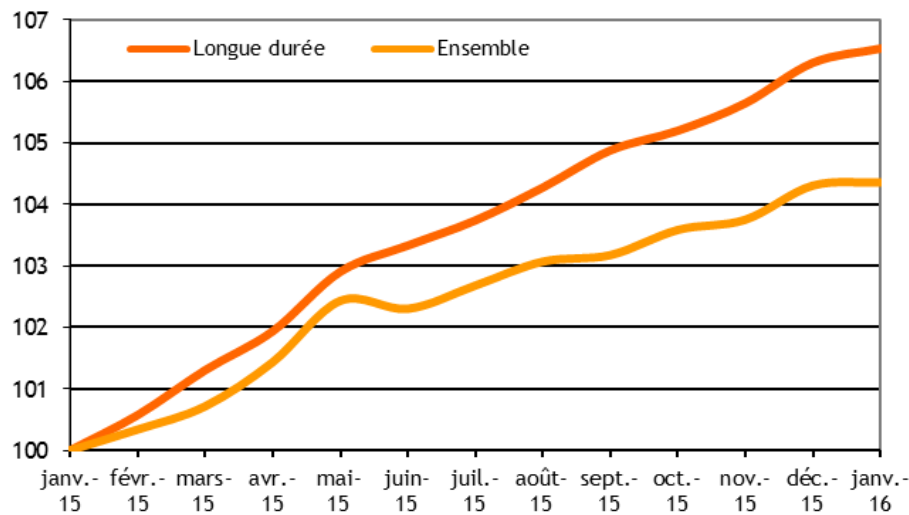
➤ Depuis le 1er janvier 2016, la prime d'activité a remplacé le RSA activité. Ceci a un impact massif sur les séries de demandeurs d'emploi au RSA : on ne compte quasiment plus de demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » ou « activité seule », tandis que le nombre de demandeurs d'emploi au RSA « socle seul » enregistre une forte hausse, sans doute liée au fait que les demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » basculent sur le RSA « socle seul ». Les données du nombre de demandeurs d'emploi en RSA ne sont donc plus comparables avec celles des mois précédents.

□ La part de demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France est légèrement inférieure à celle observée en France métropolitaine. La Seine-Saint-Denis affiche la plus forte part tandis qu'elle est la plus basse en Essonne et en Seine-et-Marne.

Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA									
Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro
13,7%	10,7%	11,6%	10,2%	12,9%	16,8%	13,5%	12,9%	13,2%	14,1%

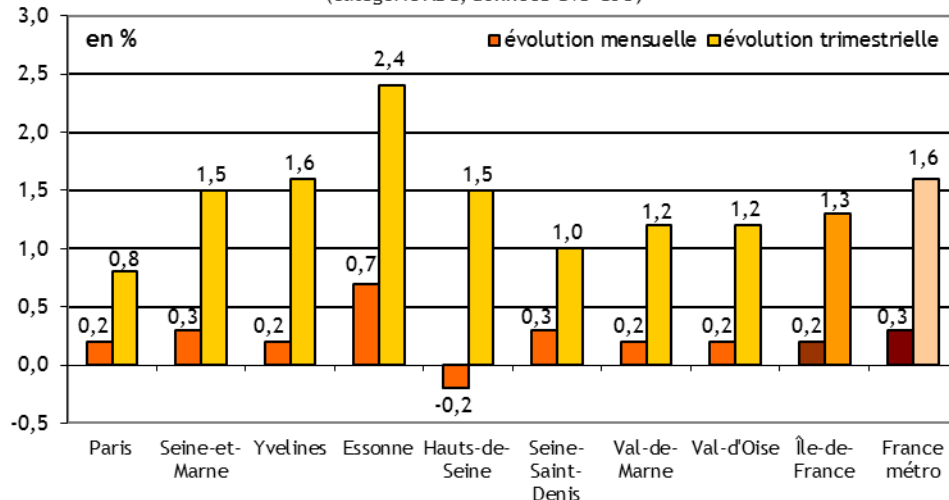
Sources : DARES / Pôle emploi - données brutes

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 janvier 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les entrées et les sorties à la fin du mois de janvier 2016

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

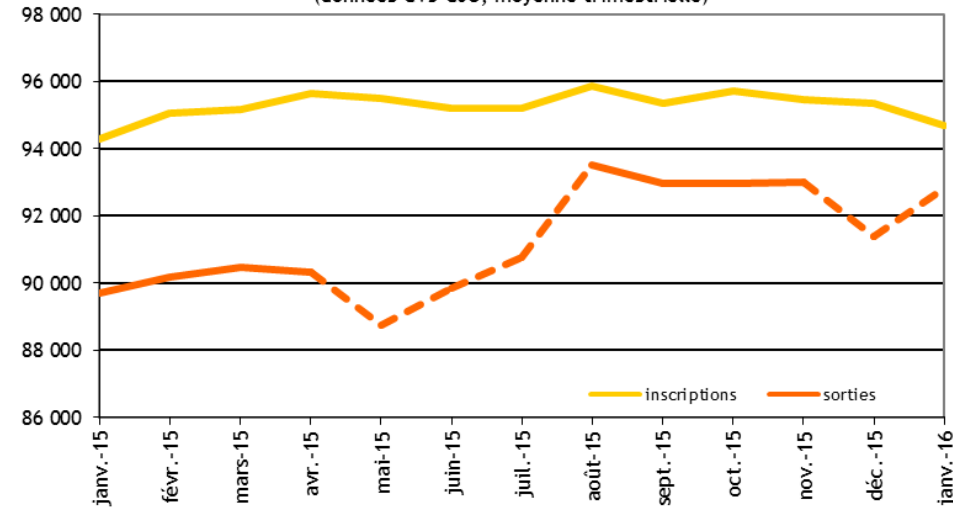
➤ En janvier 2016, le nombre de sorties de cat. ABC pour cessation d'inscription pour défaut d'actualisation a enregistré un rebond inhabituellement fort, après la baisse observée en décembre. Cela rend difficile l'interprétation du nombre de sorties pour les derniers mois.

□ Sur trois mois glissants, le nombre d'entrées diminue légèrement tandis que le nombre de sorties est difficilement interprétable.

□ Au sein des entrées, les « autres cas » constituent 47 % des inscriptions, parmi lesquelles 7 % font suite à des ruptures conventionnelles, ce qui rend difficile l'interprétation des évolutions des entrées par motif. Le nombre d'entrées pour ce motif demeure néanmoins stable en moyenne trimestrielle. Durant cette période, les licenciements économiques (3 % du total) progressent et les premières entrées (8 % des motifs) augmentent très légèrement. Le nombre d'entrée diminue en revanche pour tous les autres motifs.

□ Le motif de défaut d'actualisation, pour lequel le nombre de sorties diminue sur 3 mois dans la région, représente 47 % du total des sorties et limite la portée de l'analyse, d'autant plus avec les mouvements erratiques des deux derniers mois. Néanmoins, le nombre de reprises d'emploi déclarées continue de progresser légèrement depuis plusieurs mois.

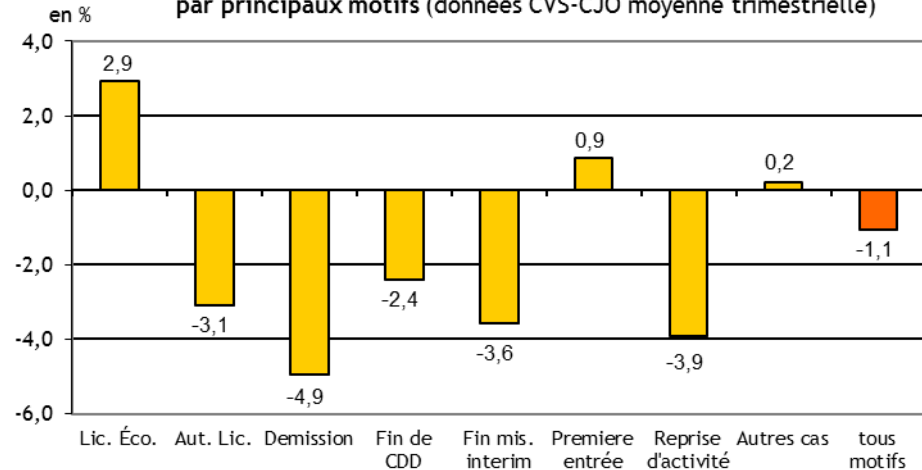
Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Note de lecture : Divers événements de nature administrative rendent difficile l'interprétation de l'évolution du nombre de sorties (courbe en pointillés)

Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 3^{ème} trimestre 2015

□ Au troisième trimestre 2015, le taux de chômage francilien s'est établi à 9,1 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, en hausse de +0,2 point par rapport au deuxième trimestre 2015. Le taux de chômage en France métropolitaine connaît la même évolution, atteignant 10,2 % au 3^e trimestre 2015.

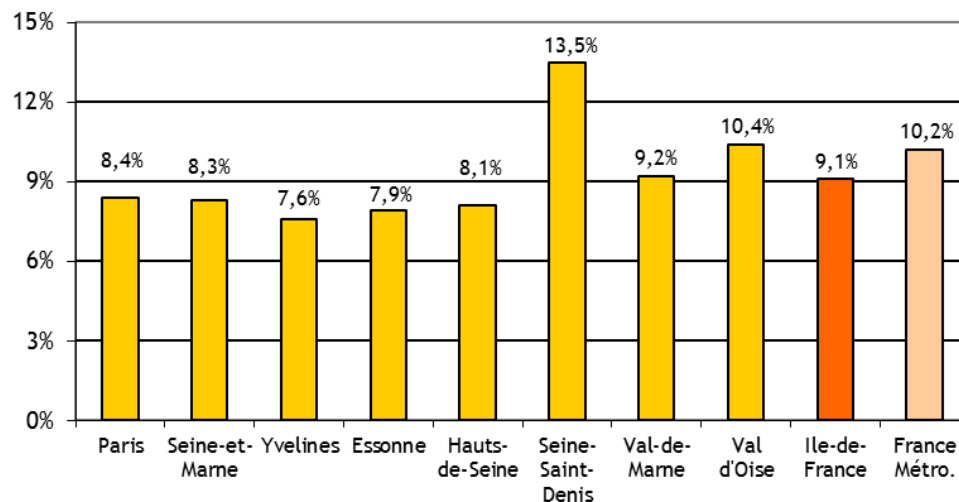
□ Exceptés la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise (+0,3 point), tous les départements franciliens affichent une hausse de +0,2 point au 3^e trimestre.

□ Sur un an, le taux de chômage progresse également de +0,2 point en Île-de-France ainsi qu'en France métropolitaine. L'écart entre les taux de chômage francilien et métropolitain se maintient (1,1 point en faveur de la région).

□ La Seine-Saint-Denis est le département francilien où le taux de chômage atteint un plus haut historique, s'élevant à 13,5 % (+0,3 point en un an). Il est suivi par le Val-d'Oise où le taux s'élève à 10,4 % (+0,2 point). Ce sont les deux seuls départements franciliens où le taux de chômage est supérieur à celui de la France métropolitaine.

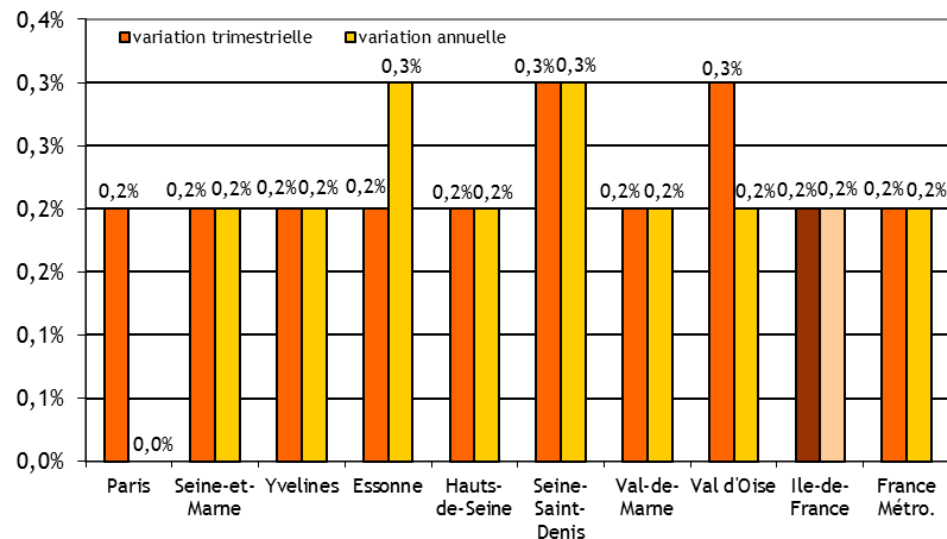
□ Paris, dont le taux de chômage s'établit à 8,4 %, est le seul département où le taux de chômage reste stable sur un an.

Taux de chômage localisé au 3^{ème} trimestre 2015



Source : Insee

Évolution du taux de chômage localisé au 3^{ème} trimestre 2015



Source : Insee

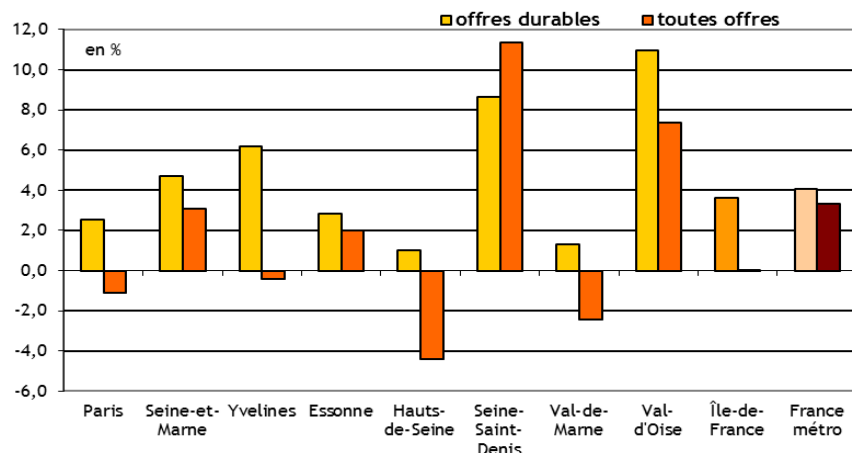
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin janvier 2016

En janvier 2016, 46 330 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 29 810 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois), en hausse par rapport au mois précédent.

Sur les trois derniers mois, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région est stable par rapport aux trois mois précédents. Les offres d'emploi durables connaissent en revanche une hausse (+3,6 %) après le repli des derniers mois.

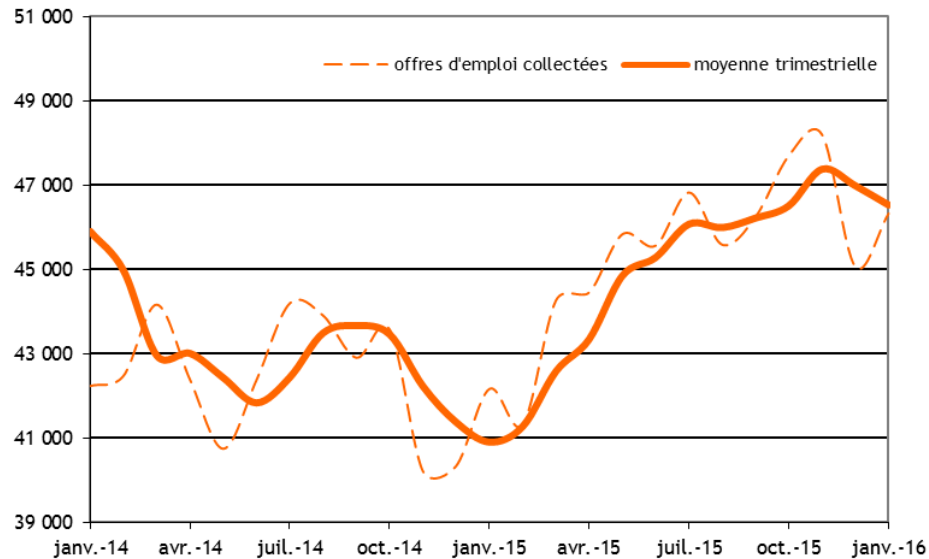
En moyenne trimestrielle sur un an, les offres enregistrées dans la région affichent une hausse marquée (+13,7 %) qui est surtout motivée par l'augmentation des offres durables (+18,3 %). On retrouve la même dynamique pour la France métropolitaine.

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)



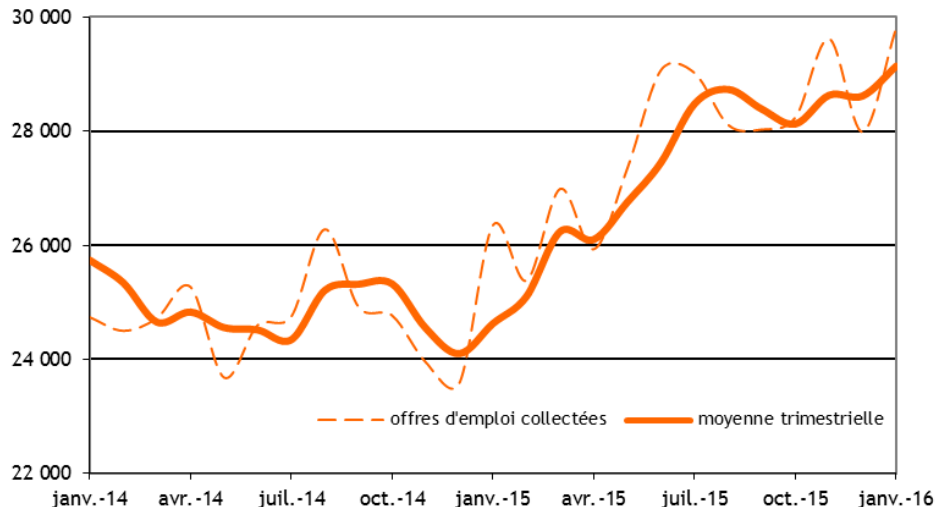
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis janvier 2014 (données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis janvier 2014 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au troisième trimestre 2015

Plus de 1 800 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au troisième trimestre 2015 en Île-de-France, dont près de 400 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

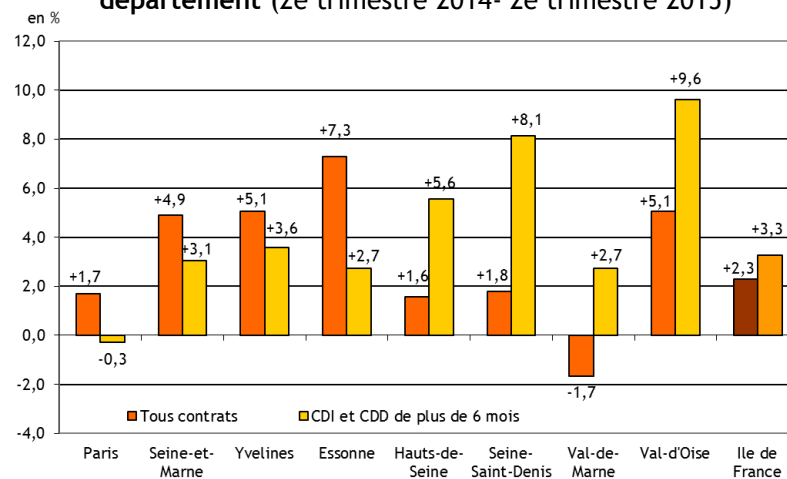
Le nombre de DPAE au 3^e trimestre 2015 (par rapport au 3^e trimestre 2014) a augmenté en Île-de-France, tous contrats confondus (+2,3 %) et contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +3,3 %).

Tous contrats confondus, l'Essonne a connu une augmentation annuelle très importante (+7,3 %) suivie par les Yvelines, le Val d'Oise (+5,1 %) et la Seine-et-Marne (+4,9 %). En revanche, le repli se poursuit dans le Val-de-Marne (-1,7 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, le Val-d'Oise et la Seine-Saint-Denis continuent d'afficher une progression importante (+9,6 % et +8,1 %). Malgré la baisse tous contrats confondus, le Val-de-Marne connaît une hausse pour les contrats durables (+2,7 %). Paris subit un léger reflux des contrats longs (-0,3 %) alors qu'ils progressent tous contrats confondus.

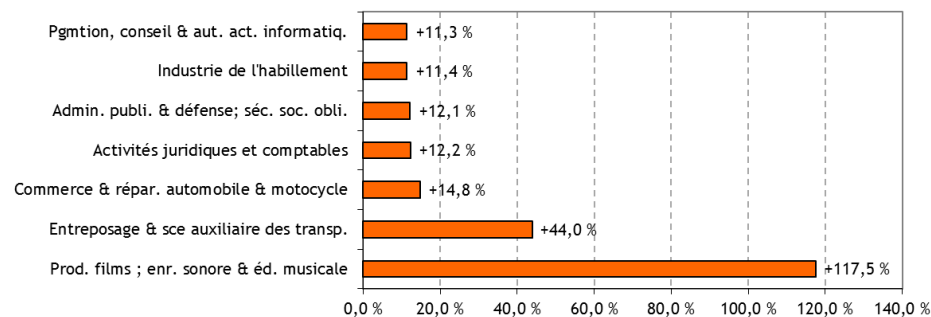
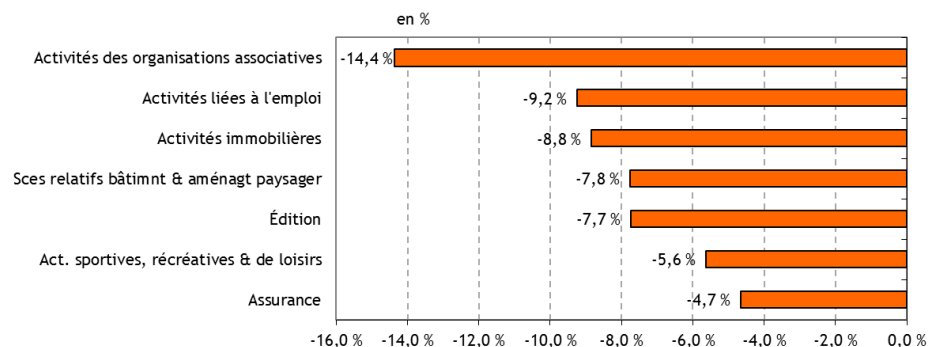
La production de films ; enregistrement sonore et éditions musicales et l'entreposage et services auxiliaires des transports ont connu les plus fortes progressions de DPAE pour les contrats durables (resp. +117,5 % et + 44,0 %). En revanche les activités des organisations associatives ont connu la baisse la plus importante (-14,4 %).

Évolution des déclarations préalables à l'embauche par département (2e trimestre 2014- 2e trimestre 2015)



Source : DPAE / Urssaf

Les sept secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante



Source : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin novembre 2015

▣ Près de 280 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de novembre 2015 en Île-de-France, ce qui représente, en moyenne journalière, 92 400 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

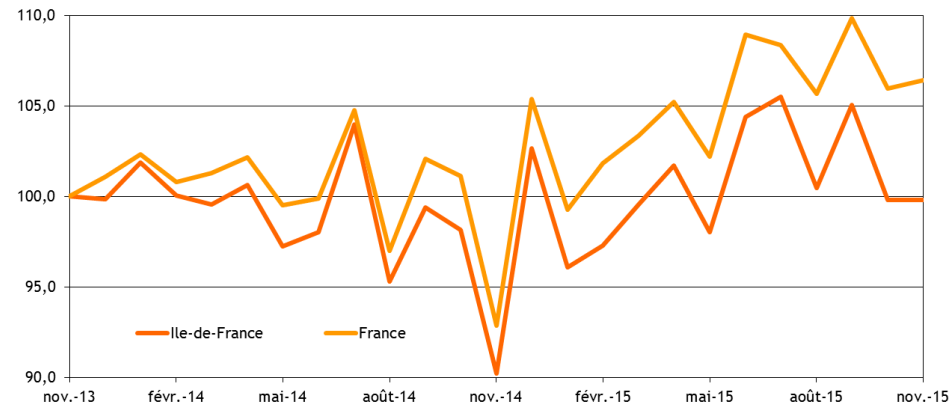
▣ Le nombre de contrats signés a augmenté, alors que le nombre d'intérimaires en EETP s'est stabilisé par rapport au mois précédent. Toutefois, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires enregistre une baisse : -1,8 % par rapport aux trois mois précédents.

▣ L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progresse : +4,4 % pour le nombre d'EETP, ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents, grâce notamment à la fabrication de matériels de transports (+12,4 %) et à la métallurgie (+4,6 %), a contrario de la production et distribution d'eau / gestion des déchets (-3,6 %).

▣ Après une hausse à partir de mars 2015, l'intérim dans la construction semble marquer le pas : -3,5 % d'EETP ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents.

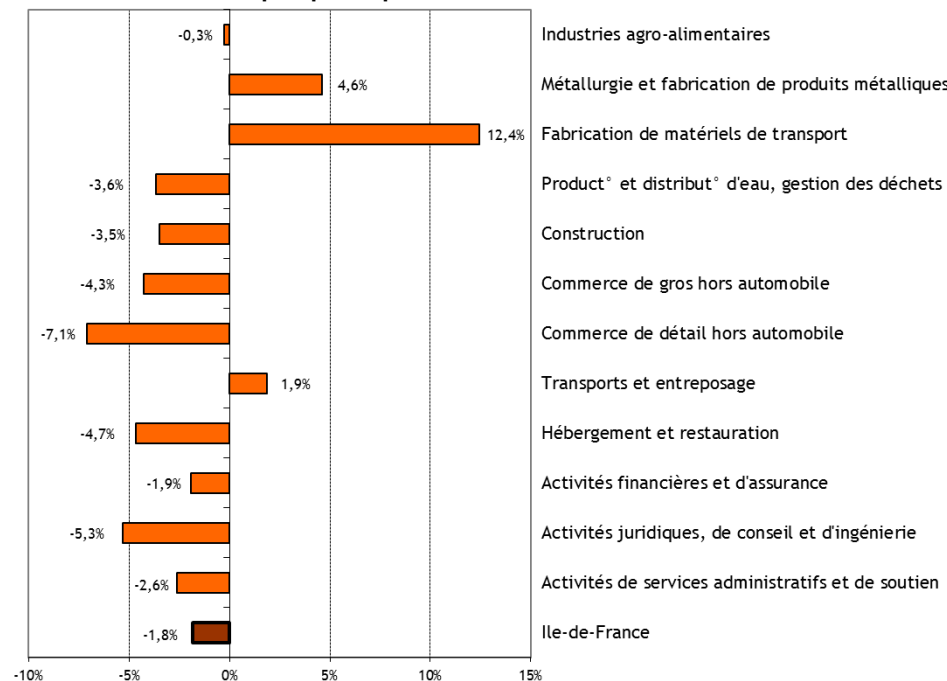
▣ L'intérim est en repli dans le tertiaire (-2,9 %) dans tous ses principaux secteurs, hormis le transport et entreposage (+1,9 %). En particulier, le commerce de détail, les activités juridiques de conseil et d'ingénierie, et l'hébergement / restauration sont affectés par la baisse (resp. -7,1 %, -5,3 % et -4,7 %).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO - base 100 à fin novembre 2013)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

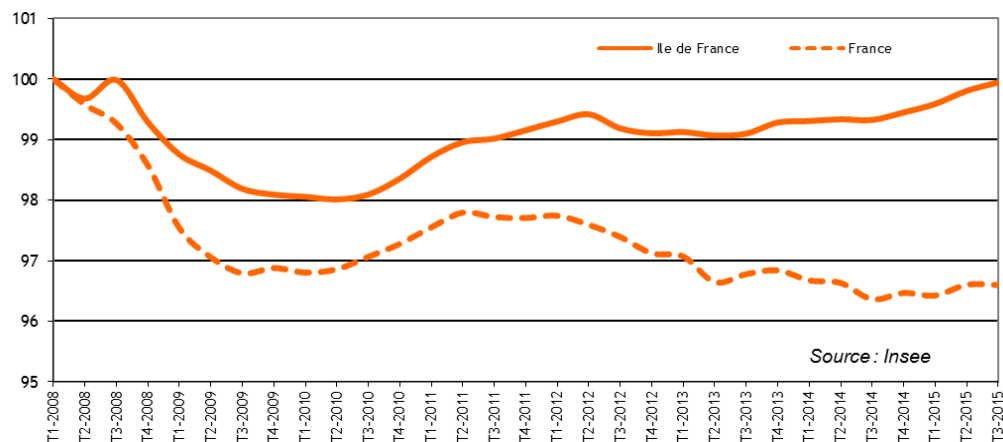
Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 3^{ème} trimestre 2015

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



□ Au troisième trimestre 2015, l'emploi salarié marchand francilien progresse légèrement (+0,1 %, soit +5 700 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand demeure stable (-900 postes sur la même période).

□ Sur un an, l'emploi salarié progresse de +0,6 % en Île-de-France (+25 400 postes), tandis qu'il augmente de +0,2 % en France métropolitaine (+37 300 emplois).

□ Par rapport au deuxième trimestre, les Hauts-de-Seine (-0,3 %) et les Yvelines (-0,1 %) connaissent de légères baisses. A l'inverse, la Seine-et-Marne (+0,6 %) enregistre la plus forte hausse, suivie par Paris et l'Essonne (tous deux +0,4 %). Les autres départements franciliens voient l'emploi marchand se stabiliser.

□ Sur un an, l'emploi salarié marchand augmente le plus fortement à Paris (+1,2 %, +15 500 postes), dans le Val-d'Oise (+1,0 %, +2 700 emplois), en Seine-Saint-Denis (+0,8 %, +3 200 emplois) et en Essonne (+0,6 %, +1 700 postes). La hausse est plus modeste en Seine-et-Marne, dans les Yvelines et dans le Val-de-Marne (entre +0,2 % et +0,3 %). Le nombre d'emplois salariés se maintient dans les Hauts-de-Seine.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 3e trimestre 2015	Evolution trimestrielle (par rapport au 2ème trimestre 2015)		Evolution annuelle (par rapport au 3e trimestre 2014)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 291 913	4 930	0,4	15 547	1,2
Seine-et-Marne	304 917	1 951	0,6	899	0,3
Yvelines	362 991	-512	-0,1	819	0,2
Essonne	300 168	1 196	0,4	1 695	0,6
Hauts-de-Seine	808 750	-2 694	-0,3	-256	0,0
Seine-Saint-Denis	398 603	55	0,0	3 216	0,8
Val-de-Marne	357 739	418	0,1	749	0,2
Val-d'Oise	262 079	377	0,1	2 698	1,0
Ile-de-France	4 087 160	5 720	0,1	25 369	0,6
France métropolitaine	15 401 800	-900	0,0	37 300	0,2

Source : Insee

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

L'emploi salarié au 3^{ème} trimestre 2015

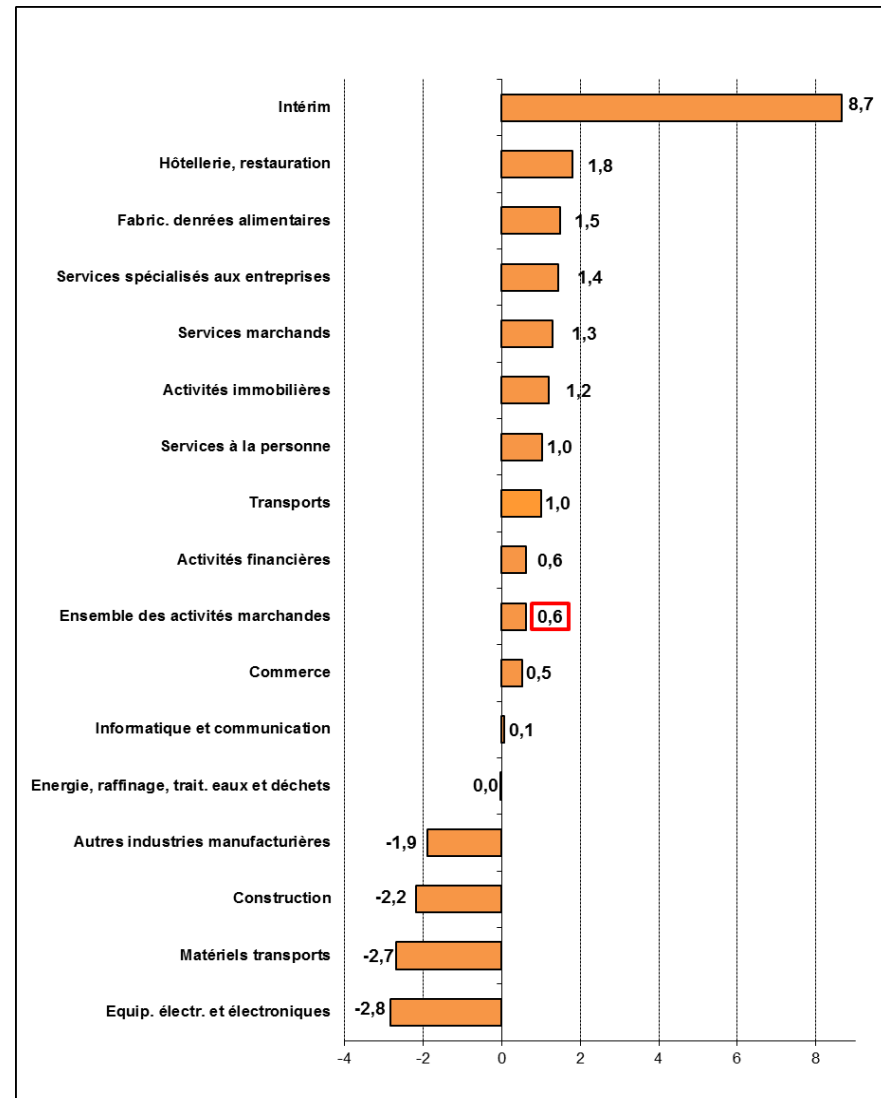
❑ Au troisième trimestre 2015, l'emploi se replie dans l'industrie (-2 000 postes, -0,4 %) et dans la construction (-2 300 postes, soit -0,9 %), la baisse étant bien plus marquée que lors des deux précédents trimestres. Le commerce (+0,2 %, +1 300 emplois) et les services marchands (+0,3 %, +8 800 postes) affichent tous deux une progression. Au sein des services marchands, la hausse est surtout le fait d'un fort rebond dans l'intérim (+6,5 %) tandis que les secteurs habituellement en hausse (hôtellerie et restauration, activités spécialisées, activités financières et immobilières) stagnent.

❑ Sur un an, la construction voit son nombre de salariés diminuer sensiblement (-2,2 %, -5 900 postes). Constat identique pour l'industrie (-1,5 %, -6 600 postes) avec toujours les mêmes secteurs perdant des emplois.

❑ L'emploi salarié dans le commerce connaît une hausse annuelle de +0,5 % (+3 600 emplois), après les évolutions positives des deux derniers trimestres.

❑ Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +1,3 % (+34 400 emplois) sur un an. Le fort rebond de l'intérim se traduit également par une franche hausse annuelle (+8,7 %). Hors intérim, les secteurs les plus dynamiques sont l'hôtellerie et la restauration (+1,8 % sur un an), les activités spécialisées (+1,4 % sur un an) et les activités immobilières (+0,9 % sur un an). Les métiers de l'informatique et des télécommunications n'ont pas enregistré de gain d'emplois sur l'année écoulée.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 3^{ème} trimestre 2014 et le 3^{ème} trimestre 2015, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

L'activité partielle en janvier 2016

En janvier 2016, 136 demandes d'autorisations d'activité partielle (*) ont été adressées à la Direccte.

Elles correspondent à 1 122 918 heures de travail autorisées à être chômées en Île-de-France. Un volume en baisse de 38 % par rapport au mois de décembre, mais toujours supérieur à la moyenne des douze derniers mois.

Le secteur automobile a demandé à lui seul 362 000 heures, soit près du tiers du total régional tous secteurs confondus. La majorité de ces heures est concentrée en une seule demande d'un grand constructeur automobile implanté dans les Yvelines.

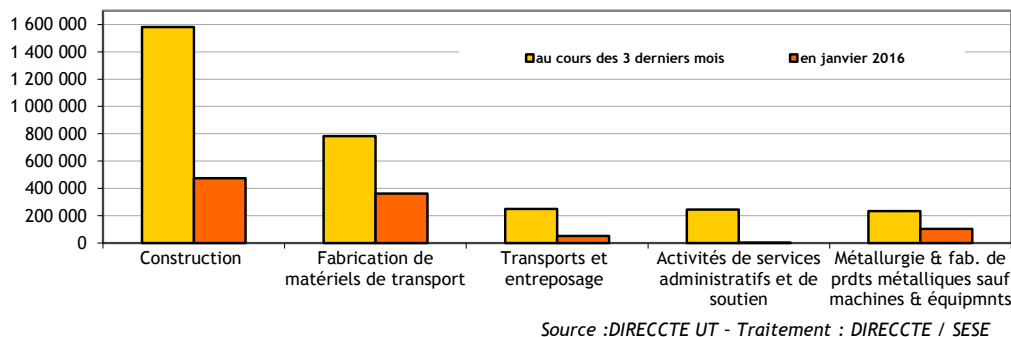
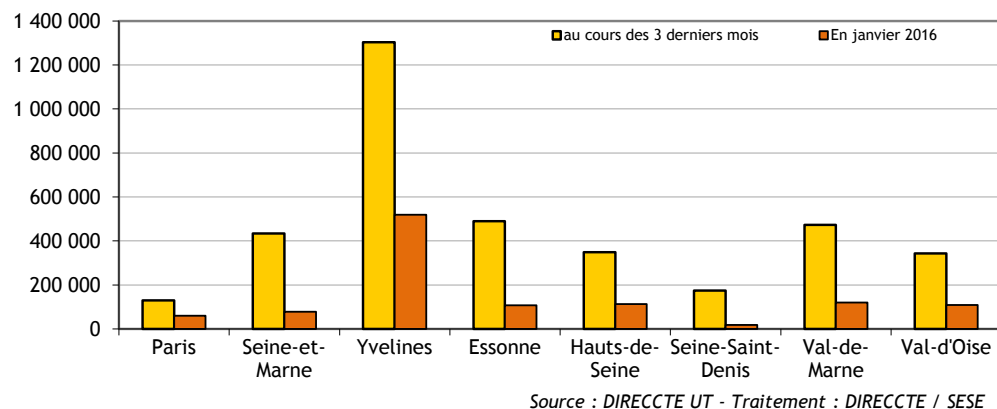
Les départements des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise cumulent plus de 30 % des heures demandées dans la région, principalement du fait des entreprises du secteur de la construction.

L'industrie manufacturière est à l'origine de près de 40 % des heures demandées ce mois-ci soit plus de 493 000 heures réparties en 22 demandes.

La métallurgie a demandé 103 000 heures. Elles sont principalement réparties sur 6 demandes.

(*) Les autorisations étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours Conjoncture économique.

Heures autorisées par département



Répartition par territoire gestionnaire	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en janvier	136	25	19	31	14	9	8	15	15
Rappel du cumul 2015	1 613	225	236	229	219	138	166	157	243
Heures associées en janvier	1 122 918	59 076	77 903	518 992	107 278	112 865	17 712	119 961	109 131
Rappel du cumul 2015	9 404 476	350 619	1 416 902	2 361 882	1 386 789	915 168	665 456	1 231 481	1 076 180

Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Les plans de sauvegarde de l'emploi en janvier 2016

En janvier 2016, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 27 procédures concernant 1 419 postes. C'est inférieur à la moyenne constatée sur les 12 derniers mois.

Parmi ces emplois, 14 sont perdus suite à des liquidations judiciaires.

Le département le plus durement touché ce mois par rapport à son emploi local est le Val-d'Oise. Les Hauts-de-Seine et les Yvelines sont également davantage affectés que la région dans son ensemble. Les Hauts-de-Seine totalisent 44 % des emplois menacés en janvier.

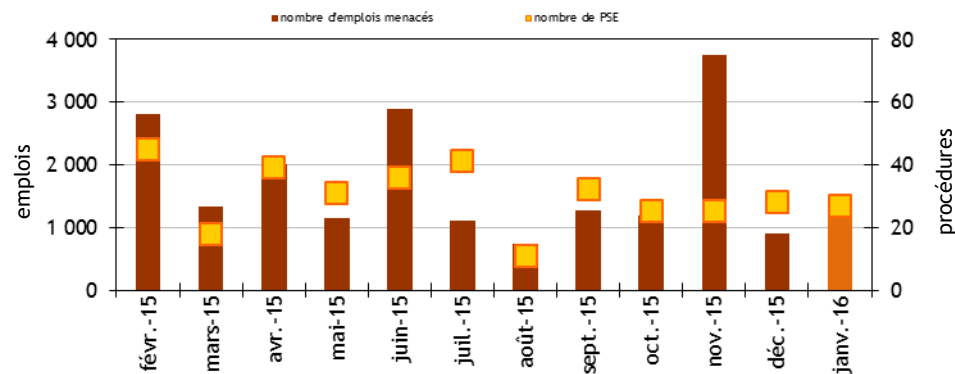
Au contraire, les départements de Paris et de la Seine-et-Marne sont peu concernés. Les autres départements se situent dans la moyenne régionale.

L'imprimerie reste le secteur le plus affecté en ce début d'année, avec 142 emplois menacés. Il s'agissait déjà du secteur qui avait menacé le plus d'emplois par rapport au nombre de postes présents dans la région en 2015.

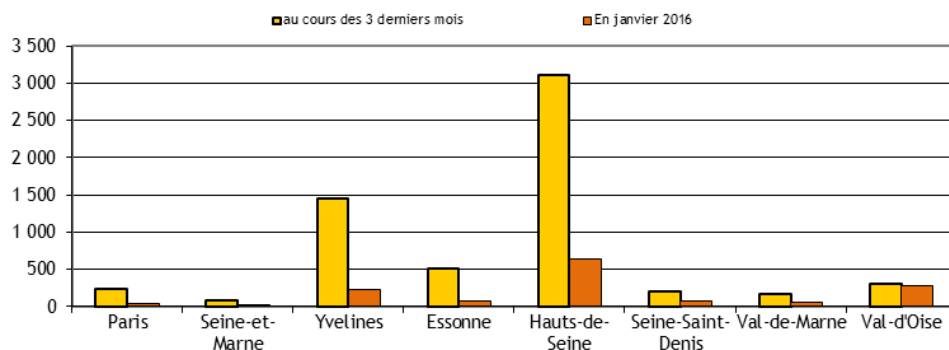
De par son importance dans le marché du travail francilien le secteur du commerce concentre un emploi menacé sur cinq.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en janvier	27	6	2	3	1	8	3	1	3	0
Rappel cumul 2015	353	108	18	35	16	96	32	17	17	14
Salariés concernés	1 419	49	28	221	77	635	67	65	277	/
Rappel cumul 2015	20 488	4 568	816	2328	992	7229	2234	1235	1086	/

Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés

